

Défendons les travailleurs Nord-Africains en France

Toute la presse s'est mise soudainement à dénoncer le « terrorisme » nord-africain contre les policiers. Il y avait eu, voici quelques mois, des « attentats » contre le sénateur Borgeaud et un sous-secrétaire d'Etat qui ne firent aucun mal aux prétendues victimes, mais qui servirent d'arguments pour étendre les « pouvoirs spéciaux » en France. Cela semble ne pas suffire au gouvernement et à la réaction.

Des policiers ont été agressés récemment; absolument rien ne permet d'attribuer ces agressions à une organisation nord-africaine; mais les choses ont été exploitées pour exciter et la police et la population contre les Nord-Africains. Un des premiers résultats a été l'incident du poste de la rue Notre-Dame-de-Nazareth. Rien ne permet de dire (comme les premières nouvelles l'ont annoncé) que le poste de police fut agressé; au contraire, il semble plus probable que l'agent de service, voyant des Nord-Africains, a pris peur et tiré. Résultat: les trois Algériens blessés sont poursuivis pour une tentative de meurtre inexistante.

La presse a fait tout son possible pour atténuer la culpabilité d'un Français qui, en Algérie, avait tué trois Algériens sans la moindre raison — et qui ne fut condamné, « en raison de circonstances atténuantes » (il s'agissait d'Algériens) qu'à 15 ans de travaux forcés. Le racisme est entretenu, nourri, par la presse et la radio.

Les travailleurs nord-africains doivent être défendus par les travailleurs français et leurs organisations contre la répression qui s'exerce de jour et de nuit contre eux. Il faut arrêter dès maintenant l'encouragement à tuer qui est donné à la police. Il faut imposer la suppression des « pouvoirs spéciaux ».

Défendons Auguste Crouzet

Le 4 février à Firminy la police trouve un dépôt d'armes constitué par des Nord-Africains; avec eux elle arrête le beau-frère de l'un d'eux, Auguste Crouzet, propriétaire de la cahute où étaient entreposées les armes. Le 6 février « L'Humanité » publie un communiqué démentant que Crouzet est membre du P.C.F., intitulé « Provocation policière contre notre Parti » et laissant entendre que l'ensemble de l'affaire est une provocation parce que la presse réactionnaire avait présenté Crouzet comme un communiste. Le même jour une délégation des travailleurs du chantier n° 4 du C.A.F.L. — organisée par la section communiste semble-t-il — se rend à la rédaction des divers journaux locaux pour faire démentir le fait. Nouvel article le 7 dans « L'Humanité ».

Crouzet n'est pas membre du P.C.F. et son existence ne nous a été connue que par les informations de presse sur cette affaire. Mais, à travers celles-ci, il semble qu'il voulait montrer aux Algériens sa solidarité. A ce titre il a droit à la solidarité ouvrière. Mais la direction du P.C.F. ne veut surtout pas laisser croire qu'elle puisse aider en quoi que ce soit les Algériens. C'est la seule raison qu'elle donne à son attitude; relisez les deux articles si vous ne le croyez pas. Aussi laisse-t-on Crouzet livré à la justice bourgeoise qui peut en faire ce que bon lui semble. Aux travailleurs de Firminy nous disons: Faites des délégations, mais pour défendre Auguste Crouzet.

Vient de paraître:

Fourth International

Edition en anglais de la revue du Comité Exécutif de la IV^e Internationale.

Un Numéro spécial avec tous les documents du 5^e Congrès Mondial de la IV^e Internationale. Le N°: 300 fr. — CCP P. Frank, 12648-46 Paris.

Une des deux tendances minoritaires de la S.F.I.O. vient de franchir un pas important. Elle a fait paraître le premier numéro d'un organe: « Tribune du Socialisme », qui s'oppose à la direction Mollet. On remarquera que les personnalités qui le patronnent: Daniel Mayer, Edouard Depreux, Oreste Rosenfeld, etc..., sont en liaison avec André Philip, récemment exclu pour les idées exprimées dans son livre: « Le Socialisme trahi ». Un rôle notable dans l'animation de la tendance revient à Robert Blum, fils de Léon Blum, et directeur des usines Hispano, qui s'est illustré en janvier dernier en licenciant 600 ouvriers. Notons, en passant, que « L'Express », « France Observateur » et « La Tribune du Peuple » — pourtant très au courant de cette affaire — ont été très discrets à son sujet.

En fait, on peut remarquer que la plupart des dirigeants de l'opposition avaient fait partie de l'équipe Blum qui était à la tête du Parti socialiste après la Libération et qui fut renversée fin 1946, par le groupe Mollet alors partisan d'une plate-forme « de gauche ». La situation est piquante. On croira difficilement, cependant, que les disciples et le fils même de Léon Blum ont, depuis, évolué à gauche. La vérité est que le glissement à droite de la tendance Mollet a été si accentué que l'ex-droite blumiste se trouve maintenant à sa gauche par le fait même qu'elle a conservé à peu près les conceptions réformistes classiques. Celles-ci sont partagées d'ailleurs par la majorité des dirigeants des autres partis sociaux-démocrates en Europe et peuvent en gros se résumer ainsi: Concilier, dans toute la mesure du possible, les nécessités du système capitaliste avec les intérêts de leur clientèle ouvrière et petite-bourgeoise.

Comment expliquer alors, que le groupe Mollet, qui était imbu de la même conception, a pu, dans la pratique, adopter une politique si ouvertement réactionnaire, où le partage entre les mesures favorables à la bourgeoisie et les satisfactions des revendications ouvrières, s'est effectué selon la recette bien connue: « Un cheval, une alouette »? Cela ne peut se comprendre qu'en considérant que, premièrement, la crise du capitalisme est, en France, beaucoup plus profonde que dans la plupart des autres pays d'Europe Occidentale (d'où nécessité, pour qu'il survive, d'une politique nettement plus « rigoureuse ») et, qu'en second lieu, on ait assisté à une modification de la base sociale-démocrate en faveur des éléments les plus intégrés au système capitaliste. Cependant, il serait prématuré d'en conclure que la S.F.I.O. n'est plus un Parti ouvrier. En effet, deux des bastions les plus solides de la direction Mollet sont constitués par les Fédérations ayant une base ouvrière de masse: Le Nord et le Pas-de-Calais. Une autre raison du maintien du Molletisme dans ces deux fédérations-clés, ce qui a facilité la continuation de son contrôle de tout le Parti, est que le rebondissement de la crise du capitalisme français provoqué par la révolution algérienne n'a eu de répercussions directes sur le niveau de vie des ouvriers métropolitains que depuis quelques mois. (C'est ce qui explique que Guy Mollet, après avoir songé à se perpétuer au pouvoir en juillet 1957, a préféré, tout compte fait, passer les rênes gouvernementales à Bourges-Maunoury, puis à Gaillard.)

Maintenant la situation a changé. Politiquement insupportable pour la majorité du prolétariat depuis des années, la guerre d'Algérie est en train de devenir économiquement préjudiciable à l'ensemble de la classe ouvrière et à de larges couches de la petite bourgeoisie.

Il est donc permis de penser que l'on va assister dans la prochaine période à un relatif mouvement vers la gauche de la sociale-démocratie française. Certaines positions prises par la Fédération du Nord par son dirigeant Augustin Laurent à de récents Conseils Nationaux, la réserve qu'observe Guy Mollet lui-même et son vote condamnant le bombardement de Sakiet, à la réunion du Bureau de l'Internationale Socialiste en sont des signes précurseurs. L'apparition de la « Tribune du Socialisme » en est un autre. Les minoritaires qui s'y expriment pensent pouvoir enfreindre ainsi les statuts du Parti sans trop risquer l'exclusion en bloc. D'ailleurs, le tirage

extrêmement restreint de ce bulletin (3.000 exemplaires) indique qu'ils veulent surtout s'adresser aux responsables du mouvement et non créer un courant d'opinion qui en déborderait le cadre.

On ne peut s'empêcher d'en conclure que se prépare ainsi, non seulement une orientation différente de la S.F.I.O., mais aussi un renouvellement, au moins partiel, de son équipe dirigeante, qui serait ainsi plus à même de prôner une nouvelle politique.

Il va de soi que celle-ci ne pourra que freiner la décadence irrémédiable de la société française. Néanmoins, il faut souligner également qu'une bonne partie de l'importance qu'ont encore pour la vie politique française les soubresauts de la S.F.I.O. vient de l'absence d'une ferme orientation révolutionnaire du principal courant prolétarien: le communisme. Quand une véritable rénovation s'y fera jour, la social-démocratie se réduira à ses véritables dimensions: un courant minoritaire du prolétariat.

F. DESCHAMPS.

L'élection de Marseille

Nous avons indiqué, après le premier tour, que l'élection de Marseille — notamment par comparaison avec l'élection partielle du 1^{er} Secteur de la Seine en janvier 1957 — témoignait d'une radicalisation des masses travailleuses (ce qui ne veut pas dire une approbation de la politique du P.C.F.) et de divisions grandissantes dans la bourgeoisie.

Pour le second tour, le candidat du socialiste « d'opposition » Defferre, s'est efforcé de grouper sur lui le maximum de voix de droite, se présentant comme le seul capable de « barrer la route au communisme ». La grande presse a montré son embarras: elle voulait soutenir le candidat socialiste, sans pour cela faire trop de peine à un potentat comme Fraissinet qui se préoccupait beaucoup moins de l'élection d'un communiste à l'Assemblée nationale que de miner les positions du P.S. à la mairie de Marseille.

Ni au 1^{er} ni au 2^e tour, la direction du P.C. n'a mené une campagne de classe; elle a montré sa préoccupation d'une « union des gauches » dont toute la dérision est apparue au 2^e tour, les « gauches » s'affirmant les meilleurs champions de l'anticommunisme. Le succès électoral — qui a été obtenu du fait que l'élection avait un caractère triangulaire — ne fait que souligner que la seule manière d'affaiblir les manœuvres des dirigeants socialistes, c'est de leur opposer une politique de front unique sur un programme de classe.

LES BOLCHEVIKS CONTRE STALINE

comportant:

COURS NOUVEAU, écrit par Léon Trotsky en 1923.

LA PLATE-FORME DE L'OPPOSITION DE GAUCHE, dirigée en 1927 par Trotsky et Zinoviev.

LES « DANGERS PROFESSIONNELS » DU POUVOIR, écrit par Ch. Rakovsky en 1928, alors qu'il était déjà exilé.

Ce volume est mis en vente au prix de 400 francs. Commandes à Pierre Frank, CCP 12648-46 Paris.